



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité interdépartementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 31 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PHYTEUROP

ZI Grande Champagne
Rue Pierre My
49260 MONTREUIL BELLAY

Références : SRNT-2023-0759
Code AIOT : 0006301145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement PHYTEUROP implanté ZI Grande Champagne Rue Pierre My 49260 Montreuil-Bellay. L'inspection a été annoncée le 30/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PHYTEUROP
- ZI Grande Champagne Rue Pierre My 49260 Montreuil-Bellay
- Code AIOT : 0006301145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société PHYTEUROP est spécialisée dans la formulation et le conditionnement de produits agropharmaceutiques destinés à l'agriculture sous forme de poudres ou de liquides. La production annuelle est de l'ordre de 20 000 tonnes/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites des précédentes inspections
- Points de contrôles divers sur :
 - Mise en œuvre du PAC stockage extérieur d'emballages

- Confinement des eaux incendie
- État des stocks
- Autres
- Échéancier sur la remise de la notice de réexamen EDD et attendus sur son contenu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réexamen EDD	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 1	/	Sans objet
18	Réseaux eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Réexamen EDD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet
3	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	/	Sans objet
4	2021-NC2-modélisation incendie bâtiment 17	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 1.1	/	Sans objet
5	2021-NC3-Volume utile des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	/	Sans objet
6	2022-2-dépôts de réservoirs fixes solvants inflammables	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 3.1.3	/	Sans objet
7	PAC stockage emballages vides	Autre du 22/06/2022, article -	/	Sans objet
8	Confinement des eaux incendies	Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 9	/	Sans objet
9	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Confinement des eaux incendie – consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26	/	Sans objet
11	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1	/	Sans objet
12	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1	/	Sans objet
13	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2	/	Sans objet
14	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
15	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
16	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
17	État des stocks – Inflammables A et Seveso	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de clore les points de contrôle d'inspections précédentes (04/07/2022 et 02/11/2021), excepté le point de contrôle « 2022-1-stratégie incendie et POI » de la visite du 04/07/2022. Ce point pourra être vu lors d'une prochaine visite. Aucune suite n'est proposée sur les points de contrôle nouvellement inspectés. Deux faits susceptibles de suites et huit observations sont toutefois formulés auxquels il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection ses éléments de réponses.

Lors de cette visite, il n'a pas été abordé les suites de la visite du 19/10/2022, qui pourront être vues lors d'une prochaine inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen EDD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Réexamen EDD
Prescription contrôlée : [...] La notice est à transmettre avant le 4 mai 2023. En cas de révision, l'étude de dangers révisée est jointe à la notice de réexamen. Il sera tenu compte lors du réexamen et éventuellement de la révision, en particulier des caractéristiques des solvants stockés et utilisés (point éclair principalement) par rapport aux données présentées dans les précédentes études de dangers du site.

Constats : À la date de l'inspection, la notice de réexamen quinquennal de l'EDD n'a pas encore été transmise à la DREAL. L'exploitant indique que celle-ci est en cours de réalisation avec une remise au plus tard pour fin décembre 2023. Le décalage du rendu de l'étude est principalement lié au fait de vouloir intégrer à l'étude l'ensemble des évolutions intervenues sur le site, en particulier le projet JEFFREY qui a été instruit par l'inspection en milieu d'année 2023. L'inspection prend acte de ce délai supplémentaire sollicité par l'exploitant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Réexamen EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : L'inspection a rappelé à l'exploitant que, dans le cadre la prochaine notice de réexamen de l'EDD, il était attendu dans l'étude, mise à jour ou révisée, que soit présentée la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, conformément au c du 2 du I de l'annexe III de l'arrêté du 26 mai 2014. Ce point précise : « [...] Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnemental. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministère chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le POI. » À ce titre, l'inspection a rappelé à l'exploitant que le « guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition émis par un incendie » avait été publié par France Chimie en juin 2023. L'exploitant a indiqué être adhérent de France Chimie et connaître ce guide. Il a transmis celui-ci à son bureau d'étude afin d'intégrer ce point dans sa prochaine EDD, mise à jour ou révisée. L'inspection a rappelé à l'exploitant que les conclusions de cette analyse devront également apparaître dans la mise à jour du POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de prélèvements environnementaux
Prescription contrôlée : DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021 : [...] Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes

distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'il doit mettre en œuvre les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances.</p> <p>A cela, l'exploitant a répondu être adhérent de la FIR (Force d'Intervention Rapide Pays-de-la-Loire) et a présenté à l'inspection une procédure de mise en œuvre pour son site. Celle-ci liste un ensemble de molécules à rechercher dans le milieu air ainsi que les différents points de prélèvements prévus.</p> <p>L'inspection a indiqué à l'exploitant que les dispositions présentées ne visent que le milieu air et qu'il sera nécessaire d'éventuellement les compléter en fonction des conclusions de l'analyse permettant de définir la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie (cf. point de contrôle précédent). En effet, si des produits non prévus dans le cadre de la convention avec la FIR ressortent de l'analyse des produits de décomposition ou si d'autres milieux (sol ou eaux) peuvent être impactés, alors il sera nécessaire de compléter les dispositions actuellement en place, afin de disposer de premiers prélèvements exhaustifs.</p> <p>Aussi, l'inspection a rappelé que ces dispositions doivent apparaître dans la prochaine mise à jour du POI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : 2021-NC2-modélisation incendie bâtiment 17

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Surface en feu lors d'un incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'exploiter ses installations selon les dispositions décrites dans l'étude de dangers dans sa version du 2 septembre 2017, complétée le 4 mai 2018, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite d'inspection a permis de constater la présence au niveau du bâtiment 17 la mise en place de batardeaux au niveau des portes de quais à déclenchement automatique. Ces batardeaux sont asservis au déclenchement de l'extinction automatique, avec temporisation pour permettre l'évacuation des personnes éventuellement présentes. Ce dispositif est donc actif en toute circonstance (heures ouvrées ou non ouvrées).</p> <p>Au regard de la prescription initialement contrôlée, qui demandait à ce que la surface de référence en feu prise dans l'étude de dangers de 2017 corresponde à la surface réellement en feu en cas d'incendie du bâtiment 17, ces mesures prises par l'exploitant permettent d'y répondre. Les batardeaux, en cas d'incendie, vont permettre de contenir dans le bâtiment les liquides inflammables qui vont se répandre au sol, et donc la surface en feu se concentrera bien au niveau du bâtiment 17.</p>
<p>Observations :</p> <p><u>Observation n°1</u> : Les remarques formulées lors des visites précédentes alertaient l'exploitant sur</p>

une analyse plus globale de la rétention du bâtiment 17. En effet, ce bâtiment qui stocke les liquides inflammables est classé au titre de l'enregistrement sous la rubrique 4331, et stocke également des liquides avec une mention de danger H224, H225 ou H226 en contenant fusibles en quantité supérieure à 100 tonnes.

En conséquence, ce bâtiment 17 est soumis aux arrêtés suivants :

- Arrêté du 01/06/15 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Ces deux arrêtés prescrivent un certain nombre d'obligations notamment sur la conception du bâtiment et sur le système de rétention, avec des modalités d'application particulières pour les installations existantes.

Il appartient à l'exploitant de réaliser une analyse détaillée des articles applicables de ces deux arrêtés sur son installation et de mettre en œuvre un plan d'action pour les mises en conformités nécessaires selon les échéanciers indiqués dans ceux-ci.

L'inspection a par ailleurs demandé à l'exploitant par courrier référencé SRNT-2023-475 de lui transmettre son analyse de la conformité à l'arrêté du 24 septembre 2020, conformément à l'article I.1 V. de cet arrêté.

La conformité du site vis-à-vis de ces 2 arrêtés pourra être vue lors d'une prochaine inspection, qui n'était pas l'objet de la prescription contrôlée initialement ici.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : 2021-NC3-Volume utile des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Volume rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. [...]

Constats :

Précédents constats : *Le 02/11/2021, il a été demandé à l'exploitant de disposer de capacités de rétention pour certains stockages susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols, d'un volume suffisant. Selon le courrier en réponse de l'exploitant du 02/02/2022, les zones extérieures de stockage de produits liquides sont équipées de puisards pouvant contenir une fuite d'un contenant. L'exploitant indique qu'en cas de surverse des puisards, les effluents pourraient être recueillis dans le bassin de confinement du site via le réseau des eaux pluviales (rétention*

déportée). Il indique que les produits sont compatibles (pas de risque de réaction dangereuse). Pour prévenir la propagation d'un éventuel incendie, il est aussi proposé de mettre en place des siphons coupe-feu. Les travaux sont envisagés sur 2022-2023.

→ Inspection : en retour du présent rapport (un mois), l'exploitant précise à l'inspection des installations classées, les mesures qu'il a prises ou prévues avec échéancier, pour la réalisation de travaux supplémentaires concernant les modalités de surverse des rétentions ou zones de stockage vers le bassin de confinement dont la mise en place de siphons coupe-feu en cas de risque de propagation d'incendie. Les rétentions concernées sont listées et repérées sur un plan, avec le schéma du réseau d'écoulement vers la rétention déportée, ainsi que l'emplacement du ou des siphons prévus pour éviter la propagation d'incendie. Il intègre autant que techniquement possible les dispositions de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 section IV, article 25 point IV visant les rétentions déportées.

-> Il prévoit parallèlement, la mise à jour des schéma ou plan des réseaux d'eaux décrits à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998. Le site dispose de 3 zones extérieures de stockage de produits liquides combustibles, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols.

Constat du 18/10/2023 :

L'exploitant indique que chacune des zones concernées est équipée d'un puisard, permettant de recueillir une fuite de faible ampleur d'un contenant. En cas de surverse de ces puisards, les effluents sont dirigés vers le bassin de confinement du site faisant office de rétention déportée. Afin de limiter le risque de propagation d'un incendie qui surviendrait sur une de ces zones, l'exploitant a décidé d'installer des siphons coupe feu sur les réseaux d'évacuation au niveau de chaque zone.

Au jour de l'inspection, les matériels étaient présents sur site mais pas encore installés. Les travaux sont prévus pour la fin de l'année.

Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le plan des réseaux mis à jour, avec notamment la localisation des siphons coupe feu au niveau des zones extérieures de stockage concernées.

Observations :

Observation n°2 : L'exploitant transmet à l'inspection les éléments justifiant de la bonne réalisation des travaux (bon de travaux, photos...).

Observation n°3 : Il a été constaté sur les voiries du site la présence d'IBC à proximité des ateliers. Il s'agit de stocks d'encours pour la production d'un ou deux jours pour les ateliers concernés. Ces stocks d'IBC ne possèdent pas leur propre rétention, ce qui, en cas de fuite, conduirait à un déversement dans les réseaux d'eaux pluviales, qui sont reliés au bassin de rétention déporté du site. Afin de limiter le risque de dilution avec des eaux pluviales éventuellement présentes dans les réseaux, l'exploitant réfléchit à réduire au minimum les quantités d'IBC présentes sur la voirie en attente d'utilisation à proximité des ateliers et réfléchit à mettre en place des rétentions sous les IBC.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : 2022-2-dépôts de réservoirs fixes solvants inflammables

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 3.1.3

Thème(s) : Risques accidentels, séparation du dépôt de solvants avec la clôture

Prescription contrôlée :

Les tuyauteries du dépôt de solvants inflammables en limite est de l'établissement sont séparés de la clôture par un bardage d'une hauteur suffisante.

Constats :

Précédents constats du 04/07/2022 : Une partie du parc à solvants inflammables n'est pas séparée de la clôture par un bardage (ou équivalent tel que mur plein) conformément à l'article 3.1.3 de

*l'arrêté du 16/06/1987 modifié par l'article 5 de l'arrêté complémentaire du 08/08/2019 (annexe confidentielle). En retour du présent rapport (un mois), l'exploitant indique à l'inspection des installations classées les mesures prises pour respecter les dispositions de l'article 3.1.3 susvisé avec échéancier de réalisation dans un délai aussi court que possible.
En réponse à l'inspection, l'exploitant a indiqué réaliser les travaux à fin 2022.*

Constat du 18/10/2023 :

La visite sur site a permis de vérifier ce point. L'exploitant a réalisé les travaux. L'ensemble du parc à solvants dispose d'un bardage, conformément à l'article 3.1.3 de l'arrêté du 16/06/1987 modifié par l'article 5 de l'arrêté complémentaire du 08/8/2019.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : PAC stockage emballages vides

Référence réglementaire : Autre du 22/06/2022, article -

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Dans son dossier de porter à connaissance en date de juin 2022, l'exploitant a défini les zones de stockage de la manière suivante :

- Dimensions : 33 m x 42 m
- Hauteur de stockage : 3 m
- Nombre de niveaux de stockage : 2
- Nombre maxi de palettes : environ 1 100 palettes

La zone de stockage extérieure de bidons vides est implantée à environ 4 m du hangar 19.

Constats :

La visite sur site a permis de vérifier ce point. L'exploitant exploite la zone de stockage extérieure d'emballages vides conformément à son dossier déposé en juin 2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Confinement des eaux incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 9

Thème(s) : Risques accidentels, Conception

Prescription contrôlée :

[...]

– une capacité de recueil des eaux d'extinction de 3 500 m³ dont le niveau est maintenu bas en exploitation normale et équipée d'une vanne de fermeture.

[...]

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant indique disposer d'un bassin de confinement des eaux incendie de 3 500 m³. Néanmoins, il n'est pas en mesure de justifier ce volume, ne disposant d'aucun document type DOE (dossier d'ouvrage exécuté) ou plan topographique du bassin.

Après consultation de l'EDD de 2017 (réf :FNRJ160610-BUEI/NT/17-00577), la capacité du bassin serait de 2 800 m³ (page 82 du tome III) auquel s'ajouterait une capacité des réseaux de 700 m³ conduisant au total de 3 500 m³. Le bassin en lui-même ne ferait donc pas 3 500 m³.

L'EDD de 2017 a déterminé un besoin de confinement des eaux d'extinction de 1 800 m ³ . En conséquence, il resterait une marge importante de 1 000 m ³ dans le bassin pour la rétention des eaux pluviales.
Observations : <u>Observation n°4 :</u> L'exploitant doit être en mesure de pouvoir justifier du volume réel de son bassin de confinement. L'inspection demande à ce qu'il réalise une mesure des dimensions exactes du bassin et qu'il la lui transmette.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Le bassin de confinement du site est fermé, il n'est donc pas équipé de vanne d'isolement. Il n'est pas relié directement au réseau d'évacuation au milieu naturel. L'évacuation des eaux contenues dans le bassin est réalisée via 2 pompes à déclenchement uniquement manuel de 100 m ³ /h chacune. En conséquence, le bassin de confinement peut être considéré comme actif en permanence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Confinement des eaux incendie – consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
Constats : Le bassin de confinement étant actif en permanence, il n'y a pas de consigne pour sa mise en œuvre. Il existe en revanche une instruction pour la vidange du bassin de rétention général (Instruction T/SSE/AE du 23/06/2015). Un logigramme est présenté dans l'instruction. L'évacuation des eaux contenues dans le bassin est réalisée via 2 pompes de 100 m ³ /h chacune, après contrôle de la qualité des eaux. Le déclenchement des pompes est uniquement manuel. Il n'y a pas de déclenchement automatique par niveau haut par exemple. L'activation des pompes est assurée par le personnel de PHYTEUROP en journée et par le personnel de gardiennage la nuit ou les jours non travaillées (un gardiennage permanent est présent sur le site). L'exploitant indique que la vidange est réalisée dès qu'il y a présence d'eau dans le bassin, l'objectif étant d'avoir un bassin vide en permanence. Cela garantit de fait un volume utile disponible pour les eaux incendie supérieure au besoin calculé dans l'EDD. Toutefois, cela n'est pas explicitement écrit dans l'instruction. Aucune fréquence ou objectif à

atteindre n'est précisé dans l'instruction. Ce point fait l'objet d'une observation à l'exploitant à qui il est demandé de mettre à jour son instruction. Toutefois, l'inspection ne considère pas cet écart comme un fait susceptible de suites.
<p>L'exploitant a indiqué également qu'une réflexion allait être menée sur la réutilisation des eaux pluviales, dans un souci de limitation de ses prélèvements. Une partie du bassin pourrait alors être utilisé à cette fin. Toutefois, au jour de la visite, le sujet n'était pas avancé.</p> <p>Néanmoins, l'inspection a rappelé à l'exploitant, que dans le cadre d'un bassin mutualisé (gestion des eaux pluviales + rétention des eaux incendie), il devait pouvoir justifier en permanence d'un volume utile disponible supérieur au besoin de rétention des eaux incendie. Ce point est à prendre en compte pour une éventuelle modification de l'utilisation de ce bassin.</p> <p>L'instruction prévoit une analyse de la DCO par le « labo pilote » afin de valider ou non le rejet dans le milieu naturel. En période de nuit ou de jours non travaillés, la procédure ne précise pas comment le personnel de gardiennage peut réaliser cette analyse.</p>
Observations :
<u>Observation n°5</u> : L'exploitant modifie son instruction afin d'intégrer la fréquence de vidange.
<u>Observation n°6</u> : L'exploitant indique à l'inspection si le « labo pilote » est accessible par le personnel de gardiennage et si ce personnel est apte à réaliser les analyses de DCO avant rejet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks a été présenté en salle et transmis suite à l'inspection (état des stocks du mercredi 18 octobre 2023). Il comprend un ensemble de fichiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le stock usine des matières et produits, par bâtiment et par emplacement ; • le stock usine des matières et produits par classement ICPE (puis détail par bâtiment et par emplacement) ; • les quantités des encours par chaîne de production ; • le stock usine emballages – bidons – caisse carton, par bâtiment et par type d'emballage ; • le stock usine par rubrique ICPE avec comparaison aux seuils autorisés par l'AP.

<p>Le fichier « stock usine des matières et produits par bâtiment et par emplacement » comporte l'ensemble des éléments requis pour répondre à la prescription. Sont disponibles dans ce fichier le nom du produit, le nom commercial, le numéro CAS, le numéro de la FDS référencée dans le système PHYTEUROP, les mentions de dangers, les pictogrammes GSH associés et les quantités présentes en kg ou litres selon la phase du produit.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, le fichier « stock usine emballages – bidons – caisse carton » permet de connaître les quantités de matières par types de produits et par zone de stockage.</p> <p>Un plan d'ensemble du site est disponible présentant l'ensemble des zones et emplacements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-1
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée : Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p>
<p>Constats : L'état des stocks est transmis tous les matins par courriel à l'ensemble du personnel de garde. Cet état des stocks est disponible à tout moment, enregistré sur un serveur extérieur au site et accessible par internet. En cas d'accident, PHYTEUROP transférerait ce courriel aux services de secours et aux services de la préfecture.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50-2
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée : L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : [...] 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne dispose pas d'état des stocks vulgarisé directement édité à partir de son état des stocks, mais a prévu un modèle de texte à rédiger le jour de l'évènement. Dans ce modèle, l'exploitant a prévu de préciser la zone concernée par le sinistre, ainsi que les quantités de matières présentes par rubrique. Ce modèle est toutefois perfectible (cf. observation).</p>

Observations :
<p><u>Observation n°7 :</u> L'exploitant réfléchira à la possibilité ou non d'automatiser ce texte, à partir de son ERP. Cela faciliterait la tâche de la personne en charge, qui le jour d'un évènement accidentel, serait probablement occupée sur de nombreuses autres sollicitations.</p> <p>L'exploitant intégrera ce point à son POI (indiquer qui doit produire l'état des stocks vulgarisé et selon quel modèle).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre évènement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble de l'état des stocks est mis à jour quotidiennement, que ce soit les matières dangereuses ou non dangereuses.</p> <p>Cet état des stocks est transmis tous les matins par courriel à l'ensemble du personnel de garde. Dans ce courriel, le personnel dispose de plusieurs fichiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le stock usine des matières et produits par bâtiment et par emplacement ; • le stock usine des matières et produits par classement ICPE (puis détail par bâtiment et par emplacement) ; • les quantités des encours par chaîne de production ; • le stock usine emballages – bidons – caisse carton, par bâtiment et par type d'emballage ; • le stock usine par rubrique ICPE avec comparaison aux seuils autorisés par l'AP. <p>Cet état des stocks est disponible à tout moment, enregistré sur un serveur extérieur au site et accessible par internet.</p> <p>PHYTEUROP dispose d'un plan général des zones d'activités et de stockage. Ce plan a été transmis après la visite. Toutefois, ce plan n'est pas transmis avec l'état des stocks.</p> <p>L'exploitant propose d'ajouter ce plan au courriel envoyé quotidiennement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble de l'état des stocks est mis à jour quotidiennement, que ce soit les matières dangereuses ou non dangereuses.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.
Constats : De part son activité, la société PHYTEUROP a l'obligation de réaliser un inventaire physique annuel par un commissaire aux comptes pour sa déclaration fiscale. A cela, s'ajoute des obligations imposées par les différents clients de PHYTEUROP qui y stockent une partie de leurs produits et qui demandent également des inventaires physiques réguliers. Pour cela, un salarié de PHYTEUROP est dédié à cette tâche à temps plein.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : État des stocks – Inflammables A et Seveso

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, État des matières stockées
Prescription contrôlée : L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.
Constats : L'état des stocks n'est actuellement pas référencé dans le POI. L'exploitant a indiqué intégrer celui-ci à la prochaine mise à jour.
Observations : <u>Observation n°8 :</u> L'exploitant pourra détailler dans sa fiche POI relative à l'état des stocks les différentes tâches afférentes à celui-ci : <ul style="list-style-type: none">• qui transmet l'état des stocks aux services de secours et aux services de la préfecture (DOI ou autre – mettre à jour la fiche correspondante) ;• qui doit rédiger l'état des stocks vulgarisé à des fins de communication auprès de la population (DOI ou autre – mettre à jour la fiche correspondante) ;• sur quel modèle d'état des stocks vulgarisé il faut s'appuyer (modèle proposé directement dans la fiche POI ou disponible sous une procédure distincte à créer).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Réseaux eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des réseaux
Prescription contrôlée : [...] II. Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. [...]

Constats :

Ce point n'a pas fait l'objet d'un contrôle exhaustif. Néanmoins, lors de la visite, il a été constaté sur deux regards d'eaux pluviales de voirie, que ceux-ci étaient obstrués. L'exploitant a indiqué ne pas avoir de plan d'entretien spécifique pour le suivi de ses réseaux d'eaux pluviales.

Dans la mesure où le site dispose d'une rétention globale déportée, un bon entretien des réseaux est important afin d'assurer le bon écoulement en cas de déversement important de produits sur site ou en cas d'incendie avec production importante d'eaux incendie.

L'exploitant doit procéder à un contrôle de ses réseaux d'eaux pluviales de voirie, à leur nettoyage et au suivi de ceux-ci.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet